

EXAMEN PROFESSIONNEL POUR L'ACCES AU CORPS
DES INGENIEURS DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

Session 2011

Option Gestion publique

Le sujet comporte 52 pages

Le sujet comporte 5 questions indépendantes

Question 1

Vous êtes agent du secrétariat général de la DREAL.

Madame Y, affectée depuis un an au poste de chef d'unité de la section financière de la DREAL, s'est vue attribuer, le 18 novembre 2010, 13 points de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI). Elle conteste ce jour auprès de votre directeur cette attribution puisqu'elle vient de découvrir que sa collègue, occupant un poste de moindre responsabilité et n'encadrant pas d'agent, bénéficiait de 20 points de NBI depuis plus de deux ans. Elle menace de déposer un recours devant le tribunal administratif. Dans une note au directeur (une page maximum), vous analyserez la problématique et conseillerez votre directeur sur la solution à adopter.

Question 2

Décrivez de quelle manière s'opère le contrôle de la bonne utilisation des deniers de l'Etat en région.

Question 3

Vous êtes affecté au secrétariat général de la DREAL.

Le Directeur de la DREAL vous demande de préparer un nouvel arrêté préfectoral de délégation de signature pour le futur directeur. Il vous demande s'il est possible de mentionner dans cet arrêté un chef de subdivision qui n'est pas encore affecté dans votre direction.

Il vous demande également s'il est possible dès à présent d'intégrer dans cet arrêté les membres d'un service amené à fusionner à brève échéance avec la DREAL.

Rédigez une courte note (une page maximum) à votre directeur en réponse à ces documents.

Question 4

Le Directeur de la DREAL souhaite que soit organisé un pôle support intégré pour regrouper les fonctions support mutualisables pour une meilleure efficacité et robustesse de la qualité du service rendu, avec un triple objectif de professionnalisation des services, de gains de productivité et d'économies d'emplois et vous demande d'étudier sa faisabilité.

Rédigez une note au Directeur (une page maximum) dans laquelle vous répondrez à cette question et proposerez des solutions administratives en matière d'actes à produire.

Question 5

Vous êtes adjoint du Directeur d'un service central du ministère.

Un service de l'Etat porte à votre connaissance les faits suivants :

Une association de parents d'élèves a réclamé par courrier auprès de la délégation en charge de l'action sociale du ministère dans le département, le paiement lié à l'achat en juin 2008 de livres scolaires au bénéfice du fils de Madame X, agent de votre service. En effet une assistante sociale du ministère a, au nom de Madame X, procédé au retrait de ces livres. Or cette assistante sociale n'existe pas, et le numéro de téléphone laissé par celle-ci correspond au poste téléphonique de Madame X au sein de votre service.

Madame X a, à votre connaissance, des difficultés financières qui peuvent expliquer ces agissements.

Vous aviez été amené, pour des faits semblables dont un opérateur téléphonique vous avait informé, à adresser à Madame X, en mai 2006, un courrier d'avertissement. En effet l'opérateur relatait l'intervention d'une assistante sociale au bénéfice de Madame X afin que sa ligne téléphonique soit maintenue en dépit d'impayés. Les demandes adressées à l'opérateur par écrit étaient imprimées sur du papier à entête du ministère et télécopiées depuis les bureaux de votre service.

Dans une note synthétique (2 pages maximum) au Directeur, vous présenterez sommairement la situation et proposerez les suites à réserver à ces faits.

Documents joints :

1. Extrait du code de justice administrative.....2 pages
2. Extraits du code pénal et du code de procédure pénale..... 7 pages
3. Extraits du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements12 pages
4. Décret n°2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat. 1 page
5. Décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région. et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.....2 pages
6. Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits.....9 pages
7. Décret n°2001-1161 du 7 décembre 2001 portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement.....1 page
- 8 Décret n°2001.1162 du 7 décembre 2001 modifiant le décret n°91.1067 du 14 octobre 1991 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace..... 2 pages
- 9 Loi n°91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales..... 9 pages
- 10 Extraits de la loi n°83.634 du 13 juillet 1983..... 2 pages
- 11 Extraits de la loi n°84.16 du 11 janvier 1984..... 3 pages